

ASSEMBLÉE NATIONALE

8 décembre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 598)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 254

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE 27**ÉTAT B****Mission « Santé »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	10 000 000	0
Protection maladie	0	10 000 000
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0
Carte vitale biométrique	0	0
Accès aux soins et à la prévention des bénéficiaires de l'aide médicale de santé publique	0	0
Expérimentation du contrat d'engagement de service public (CESP) ouvert aux étudiants en orthophonie sur trois ans	0	0
Dotation exceptionnelle à l'Établissement Français du Sang	0	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Transférer 10 000 000 euros de l'action 02 – Aide médicale de l'État du programme 83 – Protection maladie vers l'action 14 – Prévention des maladies chroniques et qualité de vie des malades 204 – Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins.

Amendement d'appel.

La fibromyalgie est une maladie qui touche plus de 2 millions de personnes en France et dont la douleur chronique est le symptôme principal. Les autres symptômes (fatigue, perturbation du sommeil, troubles digestifs et de l'attention ...) diffèrent d'un patient à l'autre et évoluent au fil du temps. Les personnes en souffrant décrivent des douleurs insupportables et handicapantes dans les gestes quotidiens. Les antalgiques habituels ne sont pas toujours efficaces mais très addictifs. La dangerosité des stupéfiants prescrit et injecté engendre des risques accrus sur les organes. Certains stupéfiants comme la Kétamine, Fentanyl ne sont pas fait pour cet usage comme l'a souligné le neurologue de l'INSERM lors de l'expertise collective de 2020.

Les personnes affectées par cette maladie demandent qu'elle soit reconnue comme une ALD30.

Une telle reconnaissance semble d'autant plus nécessaire que, profondément invalidante, elle empêche les malades de travailler normalement, accroissant leur précarité. Notons également que dans la majorité des cas et selon les départements, les demandes d'AAH et pensions d'invalidité sont refusées.

Face à ce constat quelles mesures compte prendre le gouvernement ?